



DECLARATION DU CRD-MK DU 06 AVRIL 2015 SUR LE TERRORISME EN AFRIQUE

MASSACRE "TERRORISTE" DE GARISSA (KENYA) : DECRYPTAGE GEOPOLITIQUE ET GEOSTRATEGIQUE

Le Collectif de Résurgence de la Diaspora (CRD)-TOGO et le Mouvement KEKELI ont appris avec consternation et déchirement la tragique incursion meurtrière du jeudi 2 avril 2015 à l'Université kényane de Garissa (située au nord-est du pays non loin de la frontière avec la Somalie), suite à l'attaque des miliciens du groupe extrémiste d'idéologie wahhabite, Al Shabaab.

Le Collectif de Résurgence de la Diaspora (CRD)-TOGO et le Mouvement KEKELI s'inclinent devant la mémoire des victimes (au moins 147 morts dont une majorité d'étudiants) de même que celles du terrorisme et des rébellions criminels imposés aux peuples d'Afrique.

Bien que le massacre de Garissa ne soit pas la première du genre au Kenya à être revendiquée par le groupe extrémiste Al Shabaab, il demeure l'un des plus meurtriers que le pays ait connus depuis l'attaque contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi en 1998 et la très médiatisée tuerie du 21 septembre 2013 au Centre commercial Nakumatt Westgate, dans laquelle 67 personnes perdirent la vie. Toutes ces attaques qui, officiellement, auraient pour but de punir le gouvernement kenyan pour sa participation aux opérations militaires visant à éradiquer ce groupe terroriste des grandes villes de la Somalie, ne recouvrent-elles pas une stratégie perverse bien huilée qui se décline subrepticement sous nos yeux ?

Le Collectif de Résurgence de la Diaspora (CRD)-TOGO et le Mouvement KEKELI tout en exprimant leur solidarité au peuple frère du Kenya aussi bien qu'aux autres peuples victimes des crimes de violence terroriste, estiment important le devoir d'alerter l'opinion

publique africaine, l'Union Africaine, les Gouvernements africains et les Organisations régionales relativement au danger que représente ce terrorisme grandissant pour le développement et la stabilité de notre continent.

Al Shabaab, "La Jeunesse" en arabe, est un groupe fondamentaliste de résistance qui s'est formé à Mogadiscio dans la deuxième moitié de la décennie 2000 pour résister aux interventions de l'armée éthiopienne visant à renverser l'Union des Tribunaux Islamiques (une alliance de quinze tribunaux islamiques somaliens qui souhaitaient instaurer un État régi intégralement par la charia), et à réhabiliter le gouvernement somalien en exil. Affilié à Al Qaida depuis le mois de février 2012, le groupe s'est désormais inscrit, à l'instar de Boko Haram pour l'Afrique Occidentale, dans une logique d'attaques terroristes qui menacent systématiquement la sécurité et la stabilité des Etats de la région est-africaine.

En effet, l'attaque de Garissa n'est pas isolée. Elle intervient dans un contexte international très critique qui voit l'Afrique de plus en plus submergée par de nouveaux conflits la mettant aux prises avec des groupes islamiques d'une violence inédite ou avec des rebellions sécessionnistes qui traumatisent à vie et sur de nombreuses générations, voire cycles de vie, les peuples d'Afrique.

Les menaces du groupe Al Shabaab ne laissent aucun doute sur le caractère structurel et stratégique de la guerre qu'il entend mener contre l'Etat kenyan. En effet, après avoir promis un conflit horrible et du sang dans les villes, les leaders du groupe ont tenu à faire comprendre au gouvernement kenyan qu'aucun protocole de sécurité ne sera en mesure de garantir la sécurité au pays. Il s'agit par conséquent d'un nouveau foyer de tension et d'instabilité non conventionnel qui s'ouvre, cette fois dans la partie orientale du continent. Il convient de constater qu'une telle prolifération de conflits risque de conduire irrémédiablement l'Afrique vers une nouvelle ère de crises sans fin qui verront l'ingérence des puissances étrangères et une nouvelle mise sous-tutelle programmée de tout le continent. Cette finalité est certaine puisqu'à l'abri des regards, de la presse et des populations, l'Afrique est entrain d'être progressivement occupée par les armées américaines, françaises et allemandes sous le fallacieux prétexte de la lutte contre le terrorisme. Plusieurs indices sérieux donnent à constater que le phénomène de réoccupation militaire de l'Afrique par les Etats-Unis et ses alliés européens est intimement lié à la montée subite du terrorisme islamique.

Au début des années 2000, face à l'échec des guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'administration américaine s'est résolue à se tourner vers l'Afrique pour ses besoins énergétiques. Selon un rapport produit en 2005 par le Conseil américain sur les Relations étrangères, à la fin de la décennie l'Afrique subsaharienne rivaliserait avec le Moyen-Orient en termes de production énergétique. Avec ses 60 milliards de barils de réserves pétrolières avérées, l'Afrique Occidentale, plus particulièrement le Golfe de Guinée, verrait le volume de ses exportations vers les USA passer de 15 à 20% en 2010, et à 25% en 2015. Sur la base de ces projections, il fut décidé de précipiter l'exécution de la mise en place de l'Africom devant remplacer le Commandement européen pour l'Afrique et conçu pour la sécurisation des intérêts américains et pour le démantèlement de la concurrence chinoise. Mais au-delà de la question énergétique ou chinoise, la présence militaire américaine rentre surtout dans le cadre d'une substitution progressive de la France dont l'écroulement politique et économique certain fait courir à l'Occident le risque d'assister sans pouvoir intervenir à une libération des pays africains francophones. C'est ce qui fut d'ailleurs le véritable enjeu de la crise ivoirienne où la tentative indépendantiste du Président Laurent Gbagbo a été fort stoppée à temps grâce au soutien diplomatique et à l'appui logistique américains.

Il est important de noter que c'est l'absence en Afrique d'un passé colonial américain, c'est-à-dire d'intérêts économiques directs ancrés dans l'histoire, qui a déterminé pour Washington l'obligation de créer de nouveaux mobiles devant justifier une présence militaire sur le continent. Comme on a pu le voir dans le cas de l'épidémie Ebola où l'administration américaine a envoyé près de 4000 militaires en Afrique Occidentale, le terrorisme est aujourd'hui le véritable instrument de la pénétration américaine en Afrique. Ceci se comprend du fait que depuis les attentats du 11 septembre 2001, les USA se sont faits les champions de la lutte anti-terroriste, s'arrogeant le droit d'intervenir dans tous les théâtres avec ou contre l'aval du Conseil de Sécurité des Nations Unies. C'est ainsi que les attaques islamiques au nord du Mali ont déterminé l'intervention franco-américaine, avec à la clé la mise sur place de plusieurs bases militaires, de surveillance et d'espionnage dans plusieurs pays du Sahel, dont le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Au nom de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, le Commandement américain pour l'Europe, qui avait reçu de Washington la charge de l'Afrique depuis 1983, a lancé un programme de sécurité côtière dans le Golfe de Guinée appelé "la Garde du Golfe de Guinée". Ce programme prévoit la construction d'une grande base navale américaine à Sao Tomé et Príncipe qui pourrait rivaliser au plan de sa dimension et de sa capacité

opérationnelle avec la base navale de Diego Garcia dans l'Océan indien. Mais à partir du 1^{er} octobre 2008, au nom de la guerre contre le terrorisme, de la géopolitique du pétrole et de la compétition économique, l'Africom a été créé. C'est sous sa direction que les USA ont lancé une large variété de programmes de formation, d'éducation des armées africaines et d'exercice militaire sur le continent.

C'est le lieu de rappeler entre autres le Flintlock entre 2005 et 2007, le Programme de Formation et d'Assistance aux Situations Imprévues pour l'Afrique (ACOTA), le Programme d'Education et de Formation Militaires Internationales (IMET), le Programme de ventes militaires étrangères (FMS), le Programme de sécurité sur la côte africaine et aux frontières (Programme ACBS), le Programme Articles excessifs en matière de défense (EDA), l'Equipe de Travail Conjointe Mixte-Corne de l'Afrique (CJTF-HOA), l'Equipe de travail conjointe silence Aztec (JTFA), et les Opérations Navales dans le Golfe de Guinée destinées à sécuriser la route pétrolière afro-atlantique.

Du côté français, alors qu'on annonçait une diminution des effectifs militaires en Afrique et une révision des accords de défense multilatéraux et bilatéraux, il a suffi de la déstabilisation de la Libye et du Mali pour que l'on voit les tendances s'inverser. En témoigne la déclaration de Washington du 18 mai 2012 de Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense: *"Le risque et les menaces sont toujours là, au nord, dans la zone des trois frontières, et il faut avoir une action de longue durée. Nous engageons ce processus qui couvrira l'ensemble de la zone avec des bases. L'ensemble comportera à peu près 3000 militaires permanents, sur la longue durée. Le port d'Abidjan sera le lieu de la logistique majeur"*.

La France, qui disposait déjà de militaires stationnés à Djibouti (1900), au Mali (2000), en République Centrafricaine (1600), au Gabon (900), au Tchad (950), en Côte d'Ivoire (450), au Sénégal (350) et en Guinée (150), est donc en train de faire un déploiement supplémentaire dans la région du Sahel qui s'appuiera sur une base militaire opérationnelle sise en Côte d'Ivoire. Tout ceci se fait en synergie avec Africom dans le cadre de l'Otan !

Il faut reconnaître aujourd'hui que cette militarisation progressive dont ne parlent pas les médias, a été rendue possible par l'instrumentalisation de la menace terroriste. Autrement dit, le terrorisme wahhabite, soutenu par l'Arabie Saoudite, un allié des USA, et représenté par Boko Haram et Al Shabaab, est devenu en ce moment le véritable instrument stratégique du programme d'occupation militaire de l'Afrique subsaharienne par les Etats-Unis avec une relative sous-traitance à la France et l'Allemagne. Il permet, à lui tout seul,

de justifier la présence militaire étrangère en Afrique environ 60 ans après les "indépendances", de favoriser la guerre géostratégique de l'Occident contre la Chine sur le continent, d'affaiblir les armées nationales africaines en les livrant à l'instruction du Commandement américain, de déterminer des dépenses de sécurité qui ne seraient pas normalement parmi les priorités de nos Etats au moment où sont loin d'être pourvus les besoins vitaux de nos populations.

A l'heure actuelle, à l'instar des rébellions en Afrique, le terrorisme wahhabite de Boko Haram et d'Al Shabaab représentent surtout une menace directe à la stabilité des Etats. Par ailleurs, ces groupes islamistes affichent comme objectifs la création de califats, ce qui suppose nécessairement une amputation des unités étatiques existantes, par conséquent une nouvelle reconfiguration des frontières africaines par le moyen de la violence et ce, dans un mépris total de la dignité des peuples sous le regard complice de la communauté internationale.

L'Afrique et tous ses enfants doivent prendre courageusement aujourd'hui leurs responsabilités et réagir dûment avant qu'il ne soit trop tard à ce nouveau phénomène qui risque de replonger horriblement tout le continent dans une nouvelle colonisation.

Dr Folly Gada Ekue

Secrétaire Permanent chargé de l'Education et du Panafricanisme